

30 NOVEMBRE 1981. — Arrêté royal relatif à la mise à la retraite de M. Lode Van Uytven, directeur des programmes du Service Radio de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu la loi du 18 mai 1960 portant organisation des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge, notamment les articles 25, § 1, et 26, § 2;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1975 portant nomination de M. Lode Van Uytven au grade de directeur des programmes du Service Radio de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », à la date du 1er octobre 1975;

Vu le décret du 28 décembre 1979 portant statut de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », notamment l'article 34;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1980 portant transfert des agents de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », créée par la loi du 18 mai 1960, à la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », créée par le décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle flamande du 28 décembre 1979, et arrêtant le cadre du personnel de l'organisme précité, notamment l'article 2, § 3;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 83, § 1;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 portant réforme des institutions, notamment l'article 13, § 6;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif flamand, donné le 28 octobre 1981;

Considérant qu'à défaut d'un règlement des pensions pour le directeur des programmes du Service Radio, le règlement des pensions du personnel de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », doit être appliqué à M. Lode Van Uytven;

Sur proposition du Secrétaire d'Etat flamand à la Culture, au Tourisme et à l'Aménagement du Territoire, qui a la Radiodiffusion et la Télévision dans ses attributions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est accordé à M. Lode Van Uytven, à la date du 1er juillet 1981, démission honorable de sa fonction de directeur des programmes au Service Radio de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen ».

Art. 2. L'intéressé est mis à la retraite à la même date et la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », lui octroie une pension de retraite conformément aux dispositions du statut du personnel qui lui sont expressément rendues applicables.

Art. 3. L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de sa fonction.

Art. 4. Le Secrétaire d'Etat flamand à la Culture, au Tourisme et à l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat flamand à la Culture,
au Tourisme et à l'Aménagement du Territoire,

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE**

F. 81 — 2218

4 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'inspection médicale scolaire en ce qui concerne la Communauté germanophone

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire, notamment les articles 2 et 3;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 3, § 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'inspection médicale scolaire, notamment son annexe modifiée par les arrêtés royaux du 11 juillet 1972 et du 3 juillet 1974;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'hygiène et de santé publique où une politique communautaire différenciée se justifie, notamment l'article 4, 2°, b;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 5 juin 1980;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

**MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 81 — 2218

4 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend voor wat de Duitse Gemeenschap betreft

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1964, op het medisch schooltoezicht, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op de gecoördineerde wet van 20 juli 1978 tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend, inzonderheid op de bijlage, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1972 en 3 juli 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van hygiëne en volksgezondheid waarin een verschillend gemeenschapsbeleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 4, 2°, b;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 houdende voorlopige organisatie van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juni 1980;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté flamande et de Notre Ministre de la Communauté française,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A la rubrique B de l'annexe à l'arrêté royal du 12 octobre 1964 réglant la fréquence et les modalités des examens médicaux et fixant les conditions d'exercice de l'inspection médicale scolaire, modifiée par les arrêtés royaux du 11 juillet 1972 et du 3 juillet 1974, les modifications suivantes sont apportées en ce qui concerne la Communauté germanophone :

1. Au point 1.3., le a est remplacé par la disposition suivante :
« a) Eviction de quatorze jours après le début clinique de la maladie. »

2. Au point 1.4., le b et le c sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« b) Eviction de huit jours.

Chimioprophylaxie immédiate et spécifique recommandée.
Vaccination recommandée si la souche de méningocoques appartient à un séro-groupe pour lequel il existe un vaccin. »

« c) Surveillance stricte par le médecin responsable de l'équipe d'inspection médicale scolaire en vue de détecter tout signe suspect survenant dans la classe; information des parents et des autorités scolaires des premiers symptômes de la maladie en vue d'un traitement hospitalier précoce.

Recommander aux parents, éventuellement aux directions d'internat de consulter un médecin en vue d'une chimioprophylaxie immédiate et spécifique chez les personnes en contact avec le malade et présentant un risque élevé d'infection secondaire, notamment les élèves qui fréquentent un pensionnat, une école gardienne ou une classe où se présentent plusieurs cas d'infections méningococciques.

Vaccination à envisager chez les élèves qui fréquentent un pensionnat, si la souche de méningocoques appartient à un séro-groupe pour lequel il existe un vaccin. »

3. Le point 1.6. est remplacé par la disposition suivante :

« 1.6. Infections à streptocoques bêta-hémolytiques du groupe A, y compris la scarlatine.

a) Eviction jusqu'à guérison attestée par un certificat médical.

b) Information éventuelle des parents en vue d'une chimioprophylaxie chez les personnes présentant des risques particuliers.

Entre autres les états suivants peuvent être considérés comme des risques particuliers :

1° contact continu avec le malade à domicile;

2° épidémie confirmée à l'école;

3° antécédents du rhumatisme articulaire aigu chez un membre de la famille;

4° affection intercurrente chez une personne en contact avec le malade;

5° certitude que la souche de streptocoques hémolytiques est d'un séro-type néphritogène.

c) Si plusieurs cas se présentent dans la classe, le médecin responsable de l'équipe d'inspection médicale scolaire recommandera aux parents de consulter leur médecin traitant en vue d'une chimioprophylaxie spécifique éventuelle en cas de risques particuliers. »

4. Le point 2.3. est remplacé par la disposition suivante :

« 2.3. Oreillons.

a) Eviction jusqu'à guérison.

b) Vaccination recommandée surtout pour les garçons qui, ayant atteint l'âge prépubertaire (11 ou 12 ans) n'ont pas encore eu la maladie.

c) Vaccination recommandée surtout pour les garçons qui, ayant atteint l'âge prépubertaire (11 ou 12 ans), n'ont pas encore eu la maladie. »

Op de voordracht van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en van Onze Minister van de Franse Gemeenschap,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de rubriek B van de bijlage bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls en op welke wijze de geneeskundige onderzoeken worden verricht en onder welke voorwaarden het medisch schooltoezicht wordt uitgeoefend zoals die bijlage gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1972 en 3 juli 1974, worden wat de duitstalige Gemeenschap betreft, de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Onder 1.3. wordt a door de volgende bepaling vervangen :

« a) Verwijdering van veertien dagen na het klinisch begin van de ziekte. »

2. Onder 1.4. worden b en c onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen :

« b) Verwijdering gedurende acht dagen.

Onmiddellijke en specifieke chemoprophylaxe aanbevolen.

Vaccinatie aanbevolen wanneer de meningococcenstam behoort tot een serogroep waartegen een vaccin beschikbaar is. »

« c) Naauwgezet medisch toezicht door de verantwoordelijke geneesheer van de equippe voor medisch schooltoezicht ten einde enig verdacht teken in de klas te kunnen opsporen; voorlichting van de ouders en schooldirecties betreffende de eerste tekens van de ziekte, om vroegtijdige behandeling in een ziekenhuis mogelijk te maken.

Aanbeveling aan de ouders, eventueel aan de directies van kostscholen, een arts te raadplegen voor onmiddellijke en specifieke chemoprophylaxe bij kontaktpersonen met hoog risico van secundaire infectie, met name bij leerlingen in kostscholen, in kleuterscholen of in klassen waarin meerdere gevallen van meningococceninfecties voorkomen.

Vaccinatie te overwegen bij leerlingen in kostscholen, wanneer de meningococcenstam behoort tot een serogroep waartegen een vaccin beschikbaar is. »

3. De bepaling onder 1.6. wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1.6. Infecties met beta hemolytische streptococci van groep A, onder meer scarlatina.

a) Verwijdering tot na genezing, bevestigd door een doktersattest.

b) Eventuele voorlichting van de ouders met het oog op chemoprophylaxe bij personen met verhoogd risico.

Als toestanden met een verhoogd risico kunnen onder meer worden aangemerkt :

1° nauw contact met de zieke in de huiskring;

2° duidelijk epidemisch verloop van de ziekte op school;

3° antecedenten van acuut reuma bij een lid van de familie;

4° intercurrente aandoening bij een persoon in contact met de zieke;

5° zekerheid dat de betrokken hemolytische streptococcenstam van een nefritogeen serotype is.

c) Wanneer zich in een klas meerdere gevallen voordoen, zal de verantwoordelijke geneesheer van de equippe voor medisch schooltoezicht de ouders aanbevelen hun huisarts te raadplegen met het oog op een eventuele specifieke chemoprophylaxe bij verhoogd risico. »

4. De bepaling onder 2.3. wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2.3. Bof.

a) Verwijdering tot na genezing.

b) Vaccinatie aanbevolen, vooral voor jongens die de prepubertaire leeftijd bereikt hebben (11 of 12 jaar) en die de ziekte nog niet hebben doorgemaakt.

c) Vaccinatie aanbevolen, vooral voor jongens die de prepubertaire leeftijd bereikt hebben (11 of 12 jaar) en die de ziekte nog niet hebben doorgemaakt. »

5. Le point 2.4. est remplacé par la disposition suivante :

- 2.4. Rougeole.
- a) Eviction jusqu'à guérison.
- b) Néant.
- c) Néant. »

6. Au point 2.5. c, les alinéas 2, 3, 4 et 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans le cas des femmes enceintes, suspectes d'avoir été exposées, en début de grossesse, à un risque de contamination rubéoleuse, il leur sera recommandé de s'adresser à leur médecin traitant qui fera les recherches nécessaires afin de préciser l'état de leur immunité et la possibilité d'une contamination récente.

Il est particulièrement recommandé de vacciner contre la rubéole toutes les jeunes filles âgées de 11-12 ans, c'est-à-dire lorsque la possibilité de grossesse est pratiquement exclue.

Chez les jeunes filles qui, en raison de la nature de leurs études (étudiantes en médecine, élèves infirmières, puéricultrices, laborantines, élèves de l'enseignement normal) courent le risque d'être en contact avec le virus de la rubéole, le dosage des anticorps est indiqué même lorsqu'antérieurement une vaccination a eu lieu.

Un tel contrôle permettra à la fois de rassurer les jeunes femmes déjà immunes et de ne vacciner que celles chez qui la vaccination s'indique.

La vaccination sera pratiquée chez les jeunes femmes non immunes en dehors de la grossesse, si nécessaire sous contrôle anticonceptionnel strict. »

7. Au point 2.11, le a et le c sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

- a) Eviction jusqu'à guérison et pour une période minimale de quatorze jours.
- c) Néant. »

Art. 2. Notre Ministre de la Communauté flamande et Notre Ministre de la Communauté française, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 4 septembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

5° De bepaling onder 2.4. wordt door de volgende bepaling vervangen :

- 2.4. Mazelen.
- a) Verwijdering tot na genezing.
- b) Geen.
- c) Geen. »

6° Onder 2.5. c. worden de leden 2, 3, 4 en 5 door de volgende bepalingen vervangen :

« Aan zwangere vrouwen bij wie men vermoedt dat ze in het begin van de zwangerschap door het rubellavirus besmet werden, moet worden aangeraden zich tot hun huisarts te wenden, die de nodige proeven zal uitvoeren om de immuniteitsstatus te bepalen en om een mogelijke recente besmetting op te sporen.

Het is ten eerste aanbevolen alle meisjes van elf tot twaalf jaar, dit wil zeggen wanneer de mogelijkheid van zwangerschap praktisch uitgesloten is, tegen rubella te vaccineren.

Bij jonge vrouwen die wegens de aard van hun studies (onder meer studenten in de geneeskunde, leerlingen verpleegsters, kinderverzorgsters, laboranten, leerlingen van het normaalonderwijs) gevaar lopen in contact te komen met rubellavirussen, is een immuniteitscontrole door het bepalen van antistoffen aangewezen, zelfs wanneer er vroeger een vaccinatie zou hebben plaatsgehad.

Dergelijke controle zal de reeds immune vrouwen geruststellen en zal de inenting beperken tot die personen waarvoor een vaccinatie noodzakelijk is.

Zij mag echter slechts worden uitgevoerd buiten een periode van zwangerschap, zo nodig onder strenge anticonceptie. »

7. Onder 2.11., worden a en c onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen :

- a) Verwijdering tot na genezing en voor ten minste veertien dagen.
- c) Geen. »

Art. 2. Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Onze Minister van de Franse Gemeenschap worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 4 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,

G. GEENS

De Minister van de Franse Gemeenschap,

M. HANSENNE

GLEICHLAUTENDE UBERSETZUNG

MINISTERIUM DER FLAMISCHEN GEMEINSCHAFT UND MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT

D. 81 — 2213

4. SEPTEMBER 1981. — Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 1964 zur Regelung der Anzahl und der Modalitäten der ärztlichen Untersuchungen sowie zur Festlegung der Bedingungen für die Durchführung der ärztlichen Untersuchung für Schulen, was die Deutschsprachige Gemeinschaft betrifft

BAUDOUIN, König der Belgier.

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unseren Gruss.

Aufgrund des Gesetzes vom 21. März 1964 über die ärztliche Untersuchung für Schulen, insbesondere der Artikel 2 und 3;

Aufgrund des am 20. Juli 1979 koordinierten Gesetzes zur Schaffung der vorläufigen Gemeinschafts- und Regionaleinrichtungen, insbesondere des Artikels 2, § 1, Punkt 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 1964 zur Regelung der Anzahl und der Modalitäten der ärztlichen Untersuchungen sowie zur Festlegung der Bedingungen für die Durch-

führung der ärztlichen Untersuchung für Schulen, insbesondere seiner durch die Königlichen Erlasse vom 11. Juli 1972 und vom 3. Juli 1974 abgeänderten Anlage;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 zur Abgrenzung der Sachgebiete der Politik des öffentlichen Gesundheitswesens, auf denen eine unterschiedliche Gemeinschaftspolitik angezeigt ist, insbesondere des Artikels 4, Punkt 2, b;

Aufgrund des durch Königlichen Erlass vom 6. Juni 1980 abgeänderten Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 zur vorläufigen Gestaltung der Gemeinschafts- und Regionalexekutiven, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Gutachtens des Hohen Rates für öffentliche Gesundheitspflege;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Flämischen Gemeinschaft und Unseres Ministers der Französischen Gemeinschaft,

Haben Wir beschlossen und Verordnen Wir :

Artikel 1. In der Rubrik B der durch die Königlichen Erlasse vom 11. Juli 1972 und vom 3. Juli 1974 abgeänderten Anlage zum Königlichen Erlass vom 12. Oktober 1964 zur Regelung der Anzahl und der Modalitäten der ärztlichen Untersuchungen sowie zur Festlegung der Bedingungen für die Durchführung der ärztlichen Untersuchung für Schulen werden, was die Deutschsprachige Gemeinschaft betrifft, folgende Abänderungen vorgenommen :

1. In Punkt 1.3. wird a durch folgende Bestimmung ersetzt :

« a) Vierzehntägiges Schulbesuchsverbot nach dem klinischen Anfang der Krankheit. »

2. In Punkt 1.4. werden b und c jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« b) Achttägliches Schulbesuchsverbot.

Unverzügliche und spezifische Chemoprophylaxe angeraten.

Anbefohlene Impfung, wenn der Meningokokkenstamm zu einer Serumgruppe gehört, für die ein Impfstoff besteht. »

« c) Strenge Kontrolle durch den verantwortlichen Arzt der Arbeitsgruppe zwecks ärztlicher Untersuchung für Schulen, um jedes verdächtige Zeichen in der Klasse feststellen zu können; die Eltern und die Schulleiter über die ersten Krankheitssymptome unterrichten, um eine zeitige Behandlung im Krankenhaus zu ermöglichen.

Den Eltern und eventuell den Leitern von Internaten anraten, einen Arzt aufzusuchen zwecks Chemoprophylaxe bei Personen, die in Kontakt sind mit dem Kranken und bei denen das Risiko einer sekundären Infektion sehr gross ist, namentlich bei Schülern, die in einem Internat wohnen oder einen Kindergarten oder eine Klasse besuchen, in denen mehrere Fälle von Meningokokkeninfektion vorkommen.

Die Impfung erwägen bei Schülern, die in einem Internat wohnen, wenn der Meningokokkenstamm zu einer Serumgruppe gehört, für die ein Impfstoff besteht. »

3. Punkt 1.6. wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 1.6. Infektionen mit beta-hämolytischen Streptokokken der Gruppe A, u.a. Scharlach.

a) Schulbesuchsverbot bis zur durch ärztliches Attest bestätigten Genesung.

b) Eventuelle Benachrichtigung der Eltern zwecks Chemoprophylaxe bei Personen, die besonders gefährdet sind.

Als Zustände mit einer grösseren Infektionsgefahr können u.a. betrachtet werden :

1° ständiger Kontakt mit dem Kranken zuhause;

2° ausgebrochene Epilemie in der Schule;

3° akuter Gelenk rheumatismus in der Vorgeschichte eines Familienmitglieds;

4° hinsutretende Krankheit bei einer Person, die in Kontakt ist mit dem Kranken;

5° Gewissheit, dass der hämolytische Streptokokkenstamm eines aienonenzündungserregenden Serotyps ist.

c) Wenn mehrere Fälle in einer Klasse vorkommen, rät der verantwortliche Arzt der Arbeitsgruppe zwecks ärztlicher Untersuchung für Schulen den Eltern an, ihren behandelnden Arzt zu Rate zu ziehen im Hinblick auf eine eventuelle spezifische Chemoprophylaxe, wenn die Risiken gross sind. »

4. Punkt 2.3. wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 2.3. Mumps.

a) Schulbesuchsverbot bis zur Genesung.

b) Anbefohlene Impfung, vor allem für Jungen, die das Vorpubertätsalter erreicht haben und noch nicht von dieser Krankheit befallen waren (11 oder 12 Jahre).

c) Anbefohlene Impfung, vor allem für Jungen, die das Vorpubertätsalter erreicht haben, und noch nicht von dieser Krankheit befallen waren (11 oder 12 Jahre). »

5. Punkt 2.4. wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 2.4. Masern.

a) Schulbesuchsverbot bis zur Genesung.

b) Nichts.

c) Nichts. »

6. In Punkt 2.5. c werden die Absätze 2, 3, 4 und 5 durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« Schwangeren Frauen, von denen man vermutet, dass sie am Anfang ihrer Schwangerschaft an Röteln erkrankt sind, wird angeraten, sich an ihren behandelnden Arzt zu wenden, der die nötigen Untersuchungen vornehmen lässt, um den Immunitätsstand und die Möglichkeit einer kürzlich hinzugezogenen Ansteckung zu ermitteln.

Er ist besonders angeraten, alle Mädchen von 11-12 Jahren, d.h. wenn die Möglichkeit einer Schwangerschaft beinahe ausgeschlossen ist, gegen Röteln zu impfen.

Bei jungen Frauen, die aufgrund ihrer Studienart (Medizinstudentinnen, Schülerinnen, die Krankenpflegerinnen, Säuglingspflegerinnen, Laborantinnen werden wollen, Schülerinnen des Normalschulwesens), Gefahr laufen, in Kontakt mit dem Virus der Röteln zu kommen, ist die Immunitätskontrolle durch die Dosierung der Antikörper auch dann angeraten, wenn früher eine Impfung stattgefunden hat.

Eine derartige Kontrolle wird die schon immunisierten jungen Frauen beruhigen und die Impfung auf die Frauen beschränken, bei denen Sie notwendig ist.

Die Impfung der jungen nicht immunisierten Frauen wird ausserhalb der Schwangerschaftsperiode — wenn nötig unter strenger Empfängnisverhütung — durchgeführt. »

7. Im Punkt 2.11. werden a und c jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« a) Schulbesuchsverbot bis zur Genesung und für mindestens vierzehn Tage.

c) Nichts. »

Art. 2. Unser Minister der Flämischen Gemeinschaft und Unser Minister der Französischen Gemeinschaft sind mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Motril — Spanien, den 4. September 1981.

BAUDOUIN

Von Königs wegen :

Der Minister der Flämischen Gemeinschaft,

G. GEENS

Der Minister der Französischen Gemeinschaft,

M. HANSENNE